



14494
Distr.: LIMITEE

CEA/TNG/CDSR/CIE/XVII/5
Avril 2002

FRANÇAIS
Original: ARABE/ FRANÇAIS

NATIONS UNIES
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Centre de développement sous-régional
pour l'Afrique du Nord (CDSR)

* Dix septième réunion du Comité intergouvernemental d'experts

Tanger (Maroc)
3-5 avril 2002

RAPPORT

I. ORGANISATION ET PARTICIPATION

1. La Dix-septième réunion du Comité intergouvernemental d'experts (CIE) du Centre de développement sous-régional pour l'Afrique du Nord (CDSR) s'est tenue à l'Hôtel Mercure Les Almohades, Tanger (Maroc) du 3 au 5 avril 2002. La cérémonie d'ouverture a été présidée par Son Excellence Monsieur Abdelhamid Aouad, Ministre de la prévision économique et du plan du Royaume du Maroc. Elle a été particulièrement rehaussée par la présence de Son Altesse la Princesse Lalla Fatima Zahra.
2. Monsieur le Wali de la Région de Tanger-Tétouan a honoré de sa présence la cérémonie d'ouverture.
3. Monsieur Bouna Sékou Diouf, Représentant Résident du programme des Nations Unies pour le développement et Coordonnateur résident du système des Nations Unies au Maroc, a également prononcé une allocution à la cérémonie d'ouverture.
4. Les représentants des Etats membres suivants ont participé à la réunion : Algérie, Egypte, Libye, Maroc, Mauritanie, Soudan et Tunisie.
5. S.E Monsieur l'Ambassadeur de la République Arabe d'Egypte et d'autres membres du Corps diplomatique, étaient présents.
6. Les organes et institutions spécialisées des Nations Unies indiqués ci-après étaient représentés : le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (UNECE), le Programme Alimentaire Mondial (PAM-Maroc), le Fonds de Développement des Nations Unies pour la Femme (UNIFEM).
7. Les organisations internationales, sous-régionales et nationales suivantes ont également assisté à la réunion en qualité d'observateurs :
 - L'Union du Maghreb Arabe (UMA) ;
 - La Ligue des Etats Arabes ;
 - L'Association des organisations africaines de promotion commerciale (AOAPC), le Centre africain de recherche appliquée et de formation en matière de développement social (CAFRADES), la Banque islamique de développement - Bureau régional de Rabat (BID), le Centre africain de formation et de recherche administrative pour le développement (CAFRAD), l'Organisation arabe pour le développement agricole (OADA), le Centre islamique pour le développement du commerce (CIDC), la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM) ;
 - Plusieurs Chambres de commerce et d'industrie ayant leur siège au Maroc ;
 - Plusieurs organisations non-gouvernementales.
8. La liste de tous les participants figure à l'annexe de ce rapport.

II. OUVERTURE DE LA REUNION (Point 1 de l'ordre du jour)

9. Au nom de Monsieur K.Y. Amoako, Sous-Secrétaire Général des Nations Unies et Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, Monsieur Abdelouahab Rezig, Directeur du Centre de développement pour l'Afrique du Nord, a remercié S.E. Monsieur le Ministre de la prévision économique et du plan, Monsieur Abdelhamid Aouad, d'honorer la cérémonie d'ouverture et a souhaité la bienvenue à tous les participants.
10. Le Directeur du CDSR-AN a exprimé ses vifs remerciements et sa gratitude à Sa Majesté Mohammed VI et son gouvernement et son peuple pour l'hospitalité réservée aux participants à la réunion du CIE.
11. Au nom du Bureau sortant, le représentant de l'Algérie qui a assuré la présidence de la 16^{ème} réunion du Comité a remercié le Royaume du Maroc pour son hospitalité. Il a remercié également les membres du Comité qui ont participé à la 16^{ème} réunion du CIE pour les efforts qu'ils ont déployés en vue d'assurer leurs responsabilités. Il a exprimé également ses remerciements à Monsieur Abdelouahab Rezig, Directeur du CDSR et à Monsieur Bouna Sékou Diouf, Représentant résident du PNUD et Coordonnateur du système des Nations Unies au Maroc pour leurs participations actives à la réussite des travaux du Comité.
12. Le Président sortant a souligné l'importance des thèmes que le CIE est appelé à examiner lors de l'actuelle session tels que l'examen des conditions économiques et sociales en Afrique du Nord et l'étude annexe qui traite les réformes des secteurs financiers dans les pays d'Afrique du Nord. Il a exprimé sa conviction que cette réunion débouchera sur des recommandations importantes et utiles pour le bien des pays de la sous-région.
13. Son Excellence le Ministre de la prévision économique et du plan, M. Abdelhamid Aouad, a exprimé dans son allocution inaugurale sa joie de procéder à l'ouverture officielle des travaux du CIE. Il a rendu hommage au CDSR d'Afrique du Nord et a félicité son Directeur, M. Abdelouahab Rezig notamment pour la pertinence du choix des thèmes à débattre dans la réunion dont l'étude des conditions économiques et sociales en Afrique du Nord et celle relative aux réformes financières.
14. Son Excellence M. le Ministre a souligné la nécessité de procéder à l'examen des voies et moyens pour faciliter l'harmonisation et la connexion entre les réformes structurelles, facteurs importants d'intégration. C'est ainsi qu'il fait référence aux résultats du troisième forum pour le développement qui s'est tenu dernièrement à Addis Abeba.
15. Son Excellence Monsieur le Ministre a souligné l'importance particulière que revêt le NEPAD pour le développement de l'Afrique puisqu'il jette les bases pour une transformation stratégique et structurelle permettant l'intégration économique en Afrique et la consolidation des liens avec le reste du monde pour le développement et le progrès du continent.
16. Son Excellence M. le Ministre a rappelé les activités du Centre notamment le Forum sur l'Investissement en Afrique du Nord organisé à Casablanca (Maroc) du

7 au 8 février 2002 qui a enregistré une très forte participation et connu un grand succès.

17. Il a souligné l'importance du capital humain, objet du prochain événement spécial du CDSR. Il a également mis en relief la nécessité d'une approche prospective, objective et approfondie, d'une meilleure exploitation des facteurs de production notamment eu égard aux exigences du marché du travail, afin d'assurer la réalisation d'un développement durable grâce à une distribution optimale des ressources disponibles.
18. Il a mis en relief le recul des taux de croissance et des échanges commerciaux, les variations des prix des produits stratégiques et les vagues de sécheresse qui ont frappé la sous-région d'Afrique du Nord et a souligné la nécessité pour les Etats de la sous-région de diversifier leurs exportations, de trouver les solutions adéquates et de mettre à contribution l'expérience de certains pays pour contrecarrer ces problèmes. A cet égard, il a notamment mis en exergue la volonté des Etats membres de mener des études prospectives à long terme en vue de déterminer les choix politiques économiques et sociaux dans le cadre de coordination et de concertation.
19. Le Ministre a évoqué les résultats positifs dans des domaines tels que l'amélioration de l'environnement de l'investissement et l'augmentation de la formation brute de capital fixe, la maîtrise de l'inflation, et le soutien de la croissance en général, obtenus dans le cadre des réformes entreprises par le gouvernement marocain.
20. En ce qui concerne le NEPAD, le Ministre a indiqué que le programme constitue une base appropriée pour créer des partenariats renouvelés avec le reste du monde dans le cadre de l'intégration et de la coordination. Ce partenariat vise l'accélération de la croissance soutenue et du développement durable et la création de l'environnement approprié pour intégrer efficacement le continent dans l'économie mondiale pour renforcer la paix et la stabilité et lutter contre la pauvreté.
21. A cet égard, il a noté que la CEA se trouve être l'instance la mieux habilitée à aider le continent africain à réaliser cet objectif à travers la mobilisation des ressources humaines et financières compte tenu de sa présence au niveau sous-régional à travers les CDSRs et l'opportunité qu'elle a de s'adjoindre l'appui des communautés économiques régionales dans le processus de mise en œuvre de suivi et d'évaluation des programmes d'action du NEPAD.
22. En conclusion, Son Excellence le Ministre a loué les efforts déployés par le CDSR pour créer l'environnement approprié pour la promotion de la sous-région d'Afrique du Nord et la mise en évidence des moyens les plus efficaces pour mieux servir les peuples de la sous-région.
23. Dans son allocution, M. Bouna Sékou Diouf, Représentant résident du PNUD et Cordonnateur du système des Nations Unies au Maroc, a remercié M. Abdelouahab Rezig, Directeur du CDSR, de l'avoir invité à prendre part aux travaux du CIE. Il a indiqué que la présence de son Excellence le Ministre de la prévision économique et du plan, M. Abdelhamid Aouad, qui a présidé le groupe de travail sur le capital humain, aux côtés d'éminentes personnalités de la région et d'Europe, lors de la

tenue du Forum sur l'investissement en Afrique du Nord, organisé en février 2002, témoigne de l'intérêt que le Royaume du Maroc attache au renforcement de la coopération sous-régionale et au rôle déterminant dans ce contexte du Centre sous-régional de développement de la CEA pour l'Afrique du Nord.

24. M. Diouf a souligné que le Forum sur l'investissement en Afrique du Nord, initiative unanimement saluée par la presse nationale et internationale, a débouché sur des recommandations concrètes et pertinentes, comme l'élaboration d'une étude stratégique pour le développement de la sous-région, et l'identification des modalités pratiques pour la constitution d'un Conseil d'affaires. La mise en oeuvre de telles recommandations a été confiée au CDSR. Cela reflète la confiance dont jouit le Centre auprès des pays membres et les efforts déployés pour consolider le rôle de la Commission économique pour l'Afrique au sein du système des Nations Unies.
25. M. Diouf a mis en relief la pertinence des thèmes à débattre lors de cette réunion, eu égard aux défis de la mondialisation et de l'intégration régionale et sous-régionale; ces thèmes reflètent le sens de la perspective et de la vision globale des représentants des pays membres, quant au traitement des questions importantes pour la sous-région. Ces thèmes ainsi que ceux retenus par le deuxième Plan-Cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF) pour la période 2002-2006 ont pour objectif la consolidation des domaines stratégiques identifiés par le Plan de développement économique et social 2000-2004.
26. M. Diouf a souligné la nécessité d'une nouvelle approche de la gouvernance globale et une réponse adéquate tant au niveau global qu'au niveau régional et national eu égard aux interdépendances dans les domaines politique, économique et social, conséquences de la mondialisation. Le nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) constitue dans ce contexte un cadre adéquat pour une réforme visant à promouvoir une gouvernance appropriée, une modernisation et un renforcement des secteurs financiers, afin de mieux servir le développement humain durable.
27. M. Diouf a noté que la confiance, l'environnement approprié où les institutions répondent aux critères de stabilité, de transparence et d'efficacité sont des facteurs propices pour l'investissement. Cependant, sans mécanismes pouvant assurer une redistribution plus équitable des richesses, celles-ci resteront cantonnées à des franges limitées de la population.
28. M. Diouf a souligné la nécessité de la participation effective de la femme au développement économique et social. En dépit des avancées réelles enregistrées en matière de droits de la femme, des efforts doivent encore être déployés pour combler les insuffisances en la matière.
29. En conclusion, M. Diouf a réitéré la pleine disponibilité de l'ensemble des agences, fonds et programmes des Nations Unies au Maroc à apporter une contribution substantielle au CDSR-AN pour mettre en oeuvre son plan de travail au service de ses pays membres.
30. Le Directeur du CDSR Afrique du Nord, Monsieur Abdelouahab Rezig, a informé le Comité que la Conférence commune des Ministres africains des finances et des Ministres de la planification et du développement économique se tiendra en

Afrique du Sud les prochaines semaines à venir. Cette conférence examinera, à la demande de Monsieur le Secrétaire exécutif de la CEA et entre autres, les modalités de mise en œuvre du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). C'est ainsi que les travaux du Comité intergouvernemental d'experts se pencheront notamment sur les modalités de mise en œuvre du NEPAD de sorte que les Ministres destinataires des résultats de ces travaux seront davantage préparés à la conférence ministérielle de mai.

31. Il a souligné que durant le processus qui a abouti au NEPAD, la CEA a travaillé en étroite collaboration avec les responsables politiques africains sur l'élaboration et la fusion de plusieurs plans en vue d'obtenir une seule initiative africaine unifiée, et cela en fournissant un appui technique. Depuis l'adoption du NEPAD, la CEA a participé à la première réunion du Comité préparatoire qui s'est tenue le 19 janvier 2002 et à l'Atelier de révision, qui a eu lieu à Benoni, République d'Afrique du Sud, 24-27 janvier 2002, en vue de mettre au point un programme d'action détaillé qui inclut des propositions et des programmes concrets. Avant la tenue de cet atelier, la CEA a organisé en janvier 2002 des séances de réflexion sur le NEPAD et sur les éléments du NEPAD dans les domaines de la gouvernance économique et des entreprises et des flux des capitaux. Par ailleurs, la CEA en collaboration avec la BAD, est activement engagée dans la préparation de la Conférence sur le financement du NEPAD «Conférence de Dakar sur la participation du secteur privé au financement du NEPAD».
32. Il a mis en exergue le rôle joué par le secteur privé dans le développement économique et social, et a exprimé sa reconnaissance à tous les Etats membres ainsi qu'aux opérateurs du secteur privé dans la sous-région, pour leur contribution au succès du Forum sur l'Investissement en Afrique du Nord qui a eu lieu du 7 au 8 février 2002 à Casablanca (Maroc).
33. Monsieur Rezig a rappelé l'innovation du Centre consistant à inviter le Président en exercice du CIE à participer à ses activités majeures, afin qu'il puisse observer le suivi effectif des recommandations du CIE. C'est dans ce contexte qu'il a invité Monsieur Nourredine Boukrouh, Ministre algérien de la participation et de la coordination des réformes à participer au Forum sur les investissements en Afrique du Nord. Il a également invité les représentants des pays membres (secteur privé inclus), à la préparation du Forum sur le capital humain qui s'inscrit dans le prolongement du Forum sur l'investissement en Afrique du Nord ; à cet effet, un groupe de réflexion a été constitué le 8 février 2002, en marge du Forum sur l'investissement et présidé par Monsieur le Ministre de la prévision économique et du plan du Royaume du Maroc en présence de Monsieur Nourreddine Boukrouh, Ministre algérien de la participation et de la coordination des réformes et d'imminentes personnalités, des représentants de gouvernements, du secteur privé et des institutions de formation et de recherche.
34. Le Directeur a, au nom de Monsieur le Secrétaire exécutif de la CEA, rendu un hommage particulier à l'ancien Secrétaire général de l'Union du Maghreb Arabe (UMA), Monsieur Mohamed Amamou, et félicité chaleureusement le nouveau Secrétaire général, Monsieur Habib Boulares et lui a souhaité plein succès dans sa noble mission. Il a réitéré, au nom de Monsieur le Secrétaire exécutif, la volonté de la CEA à collaborer avec le Secrétariat général de l'UMA, notamment à travers le Centre de développement sous-régional pour l'Afrique du Nord.

35. Il a souligné la nouvelle approche d'élaboration du rapport sur les conditions économiques et sociales en Afrique du Nord de l'année 2001. Ce rapport contient une partie thématique importante sur les réformes en cours du secteur financier et pourrait servir aux travaux sur la mise en œuvre du NEPAD, dans la mesure où le financement de ce dernier est un élément important de son succès.

III. ELECTION DU BUREAU (point 2 de l'ordre du jour)

36. Le Comité a élu le Bureau suivant :

▪ Président	:	Soudan
▪ Vice-Président	:	Mauritanie
▪ Rapporteur	:	Maroc

IV. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET PROGRAMME DES TRAVAUX (point 3 de l'ordre du jour)

37. L'ordre du jour a été adopté tel qu'il a été proposé.

V. RAPPORT SUR LES ACTIVITES DU CENTRE POUR LA PERIODE 2000-2001 (point 4 de l'ordre du jour)

38. Le Directeur du Centre a présenté le document CEA/TNG/CDSR/XVII/2 portant sur les activités du Centre pour la période 2000-2001. Dans son introduction, le Directeur du Centre, Monsieur A. Rezig a mis l'accent sur les efforts déployés par la CEA pour renforcer les Centres de développement sous-régionaux afin que ces derniers puissent jouer effectivement leur rôle d'instruments opérationnels de la Commission, chargés d'appuyer le processus d'intégration sous-régionale. Il a ensuite fait une brève présentation de la fonction principale du Centre en mettant en exergue les orientations majeures prises par le Centre dans la mise en œuvre de son programme de travail pour un meilleur impact de ses activités dans les pays de la sous-région.
39. Dans ce contexte, il a notamment souligné la volonté du Centre d'impliquer davantage les pays membres à l'élaboration et à la mise en œuvre du programme de travail du Centre et de faire participer autant que possible le secteur privé et la société civile aux événements et manifestations, importants organisés sous l'égide du Centre.
40. En abordant les principales activités du Centre pendant la période 2000-2001, le Directeur du Centre a souligné que l'accroissement de la visibilité du Centre et de l'impact de ses activités dans les pays membres, la recherche de la qualité des produits ainsi que de leur pertinence ont constitué les principes directeurs dans l'accomplissement de sa mission. Une note particulière a été accordée au Forum sur l'investissement en Afrique du Nord dont la préparation et la réalisation ont mobilisé plusieurs partenaires sur le plan financier aussi bien que sur le plan technique.

41. Le Comité a noté avec satisfaction les innovations introduites par le Centre dans sa démarche pour la mise en œuvre de son programme de travail. Il a également noté le renforcement du Centre en terme de ressources humaines. Les remarques et suggestions qui ont suivi la présentation ont mis l'accent sur l'importance d'un soutien accru au Centre de la part des institutions économiques pour la mise en œuvre des recommandations du CIE.
42. Certains pays membres ont émis le souhait que les missions du Directeur du Centre s'étendent à tous les pays membres de la sous-région dans la mesure du possible.
43. Certains participants ont insisté sur la nécessité d'assurer le suivi des réunions du CIE à travers, par exemple, le Site WEB créé par le Centre. A cet égard, le Comité a été informé que ce dernier est en cours d'installation.
44. Des participants ont également souligné la nécessité pour le Centre de collaborer avec d'autres organisations et autres pays de la région, notamment ceux du Sahel en vue d'accélérer le processus d'intégration régionale. A cet égard, le Représentant résident du PNUD a noté que la présence de plusieurs organisations et institutions sous-régionales, régionales et internationales à la présente réunion témoigne de l'ouverture du Centre à d'autres partenaires. Il a par ailleurs émis l'idée de l'organisation par le Centre d'un Forum avec les organisations de la société civile et a exprimé la disponibilité du PNUD à collaborer avec le Centre pour définir les termes de référence de cet événement et à l'assister dans la mobilisation des fonds.
45. Le représentant de l'UMA a fait une communication sur les activités de cette organisation. Il a notamment réitéré l'entière disponibilité du Secrétariat Général à collaborer avec le CDSR pour accélérer le processus d'intégration dans la région.
46. Traitant plus spécifiquement des activités menées ou planifiées par le Secrétariat de l'UMA, le représentant de l'UMA a notamment mentionné les différentes réunions ministérielles dans divers domaines prioritaires visant à appuyer le processus d'intégration en Afrique du Nord. Parmi les décisions et recommandations de ces réunions, il a mis en exergue notamment :
 - la création de la Zone de Libre Echange dans l'espace maghrébin ;
 - la création d'un conseil d'hommes d'affaires maghrébin ;
 - la nécessité de la mise en place auprès du Secrétariat Général de l'UMA, d'une banque de données statistiques dans le domaine économique ;
 - l'accélération du lancement d'un site WEB de l'UMA pour faire connaître les potentialités de l'UMA dans tous les domaines d'intégration.
47. Dans le cadre de la collaboration avec d'autres institutions régionales aussi bien qu'internationales, notamment la CEA, la BID, le FMI, la BAD, l'OMC et l'OMPI, le représentant de l'UMA a cité quelques domaines d'intérêt qui ont fait l'objet de discussion de rencontres avec ces organisations. Dans ce contexte, il a notamment rappelé l'accord tripartite CEA/UMA/PNUD; et à cet égard il a souligné la nécessité de la concrétisation des actions prévues dans le cadre de cet accord.

VI. ETUDES DES CONDITIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES EN AFRIQUE DU NORD (point 5 de l'ordre du jour)

48. Le Secrétariat a présenté le document CEA/TNG/XVIII/3 qui comprend deux parties. La première partie du rapport est consacrée à l'analyse de la conjoncture économique dans la sous-région enrichie par une étude approfondie des secteurs de production. La deuxième partie traite des réformes des secteurs financiers en Afrique du Nord, conformément à la demande des Etats membres d'inclure un thème différent à chaque rapport.
49. Concernant la première partie du rapport, le Secrétariat a indiqué que les conditions économiques et sociales dans la sous-région ont été influencées par la sécheresse qui sévit depuis 1999 et par les fluctuations des prix de certains produits stratégiques notamment du pétrole et des phosphates qui ont connu une faible conjoncture ces deux dernières années. Les événements du 11 septembre 2001 ont également eu des impacts sur les économies de la sous-région notamment sur les secteurs du tourisme et du transport aérien. La sous-région a par ailleurs été marquée par des dépréciations et des dévaluations des monnaies nationales.
50. Il a été toutefois noté que la sous-région a enregistré une forte croissance (+de 5%) en 2001, dans un climat de maîtrise de l'inflation et du Déficit Global du Trésor, mais avec la persistance de la fragilité de la balance des paiements. Par ailleurs, les investissements directs étrangers connaissent une croissance positive et les taux d'investissement sont en amélioration.
51. De l'analyse des secteurs de production, il a été dégagé des observations relatives à leurs fonctionnements. Ces fonctionnements ont ainsi des caractéristiques qui sont parfois défavorables telles que la sensibilité à la sécheresse, l'élasticité aux prix du pétrole, et parfois favorables telles que les performances que réalisent les secteurs tertiaires en Egypte et en Tunisie, les évolutions dues à la découverte du pétrole au Soudan et les résultats du secteur des télécommunications au Maroc. Ces observations permettront par ailleurs d'affiner les prévisions à court terme et même d'améliorer les projections à moyen et long termes.
52. Pour ce qui est des indicateurs du développement social, il a été noté, entre 1998 et 2000, une amélioration des indicateurs concernant la scolarisation, l'alphabétisation et la santé, mais aussi la persistance des disparités notamment entre sexes. Des améliorations dans les classements de tous les pays d'Afrique du Nord dans l'Indice de Développement Humain, ont également été enregistrées, ce qui n'est pas le cas selon l'Indice Sexo-spécifique de Développement Humain.
53. Les participants ont félicité le Centre pour la qualité et la richesse du document et ont apprécié le sérieux et les efforts fournis pour la réalisation de l'Etude sur les conditions économiques et sociales 2000-2001. Ils ont en particulier noté avec satisfaction que plusieurs recommandations antérieures ont été prises en compte, telles que la réalisation d'un questionnaire à adresser aux Etats membres. Des points focaux ont été recommandés dans chaque pays pour suivre ces questionnaires.

54. Il a été suggéré en vue d'améliorer la compréhension du rapport ainsi que sa présentation de faire figurer un résumé (Executive summary) de l'étude en début du rapport.
55. Plusieurs intervenants ont préconisé que des indicateurs sur l'évolution de l'activité économique et du niveau de vie de par le monde soient intégrés dans l'étude en vue de permettre de situer et de comparer les performances économiques et sociales de la sous-région. Ils ont souligné la nécessité de la constitution d'une base de données sous-régionale intégrant tous les indicateurs utiles dont les échanges commerciaux entre les pays de la sous-région et l'utilisation des sites WEB et de renforcer l'analyse basée sur l'indicateur de l'IDH. Dans ce domaine, il est souhaitable d'organiser l'échange d'expériences entre pays de l'Afrique du Nord. De même, des indicateurs sur les disparités sociales devraient permettre de faire le lien entre croissance et équité.
56. Les participants ont indiqué que la poursuite et le renforcement des activités du Comité de pilotage des études prospectives à long terme aurait un impact positif sur la réalisation des Etudes annuelles sur les conditions économiques et sociales. Ils ont signalé que l'intégration entre les pays de la sous-région notamment à travers les échanges intra-régionaux devrait faire partie de ce rapport ainsi que l'environnement et la bonne gouvernance dans les pays de la sous-région. Pour l'intégration notamment, un rapprochement entre le Centre et l'UMA pour la réalisation de cette partie du rapport a été souhaité.
57. D'autres observations de fond ont été faites sur la préparation du document qui devrait privilégier la recherche des faiblesses et des contraintes notamment endogènes, analyser celles-ci et proposer des moyens pour les dépasser. De même, il a été demandé au Centre de mettre en exergue les meilleures pratiques dans la sous-région qui pourraient inspirer les autres pays de l'Afrique du Nord et d'intégrer à ce rapport l'impact de l'action de la CEA sur les économies des Etats membres.
58. Des observations ont été formulées eu égard à certaines idées exprimées dans le rapport, notamment en ce qui concerne la dépréciation de certaines monnaies de la région et des facteurs explicatifs de la croissance en 2000 et en 2001.
59. Quant aux questions relatives aux réformes en cours des secteurs financiers dans les pays de la sous-région, il a été noté que les réformes sont exigées par les évolutions des environnements internes et externes.
60. Le Secrétariat a ensuite passé en revue les différentes composantes de ces réformes en mentionnant les différentes étapes réalisées par les pays de la sous-région.
61. Durant le débat, les participants ont félicité le Centre pour la pertinence et la richesse du rapport. Les participants ont souligné que si le rapport présente un diagnostic nécessaire pour évaluer les progrès réalisés dans le domaine des réformes financières en Afrique du Nord, il reste important d'effectuer une analyse, notamment comparative, pour mettre en relief les points de convergence entre les pays de la sous-région.

62. La coopération entre les Etats Membres dans le domaine financier et monétaire s'impose car elle permet le renforcement et la multiplication de leurs relations économiques, relativement très limitées actuellement. Dans un premier temps, en attendant la concrétisation de l'objectif d'une union monétaire Nord-Africaine, il s'avère nécessaire de mettre en place des mécanismes qui faciliteraient les flux commerciaux, comme la mise en place d'un système de compensation et les banques off-shore. Le Forum sur l'investissement en Afrique du Nord (Casablanca, février 2002), lequel a réuni des opérateurs du secteur privé d'Afrique du Nord, a, dans son Communiqué Final apporté des recommandations dans ce sens. Pour cela, le Communiqué Final du Forum devrait être intégré dans les recommandations des travaux de ce CIE.
63. Les différentes initiatives de partenariat et de collaboration qui existent entre les opérateurs du secteur privé des pays de la sous-région devraient être intégrées dans un cadre unifié et cohérent. En plus, il est nécessaire d'établir un état des lieux des goulots d'étranglements qui limitent les investissements dans la sous-région.
64. Les participants, prenant note du fait que tous les pays de la sous-région ont entrepris des efforts pour la réforme de leurs systèmes financiers, ont soutenu le besoin de promouvoir l'échange d'expériences. Les pays de la sous-région pourraient aussi s'inspirer des expériences réussies qui ont porté leurs fruits dans d'autres sous-régions, comme par exemple celle de la BCEAO en Afrique de l'Ouest, tout en les adaptant aux conditions nationales.
65. Les participants ont recommandé au Centre de se pencher sur des aspects importants des marchés financiers comme ceux qui relèvent des banques islamiques (lesquelles sont similaires à ce que l'on dénomme « Capital Risk »), des zones franches, du micro-crédit et des assurances.
66. Le Centre a été invité à prendre part à une rencontre sur les marchés financiers dans les pays Arabes laquelle est organisée par la BID, la Banque Mondiale, et le FMI. Les participants ont recommandé au Centre la création d'une base de données économiques des pays de la sous-région, laquelle devrait être accessible par Internet.
67. Finalement, des informations additionnelles sur l'évolution des conditions économiques et sociales et les réformes financières en cours ont été communiquées au Centre par les représentants des Etats Membres pour leur inclusion dans la version définitive du rapport. Par ailleurs, des rectifications et des actualisations de statistiques ont été demandées par les représentants des Etats membres et communiquées au secrétariat.

VII. RAPPORT SUR LES «FEMMES ET PAUVRETE».(point 6 de l'ordre du jour).

68. La présentation a d'abord porté sur la pauvreté monétaire des femmes. Bien qu'aucun pays de la sous-région n'ait d'estimations de cette dernière, dans la plupart des cas, les Etats Membres ont utilisé des indicateurs approximatifs pour l'illustrer à travers par exemple la faible participation des femmes à l'activité économique rémunérée, les taux de chômage élevés des femmes, les écarts existants entre les salaires des femmes et des hommes, la faible couverture des

femmes et de leurs activités économiques par le système de sécurité sociale et leur faible accès à la propriété et au crédit.

69. La présentation s'est ensuite penchée sur la pauvreté humaine des femmes compte tenu de la nature multidimensionnelle de la pauvreté, et ceci surtout dans le cas des femmes. En effet, tous les pays de la sous-région, quel que soit leur niveau de développement économique, sont concernés par la pauvreté humaine des femmes et ceci surtout dans les domaines de l'éducation et de la santé. La pauvreté humaine est liée à la pauvreté monétaire.
70. Dans sa présentation, le Centre a aussi mis en relief les actions prises en faveur des femmes pauvres dans le cadre des programmes de lutte contre la pauvreté. Les instruments les plus utilisés par les Etats Membres sont les transferts de revenus destinés aux femmes chefs de ménages, les programmes de promotion de l'emploi, les projets générateurs de revenus, les programmes d'infrastructure rurale, les programmes d'alphabétisation. Dans très peu de cas des actions ont été prises sur le plan légal et sur le plan de la recherche.
71. Finalement, comme la sous-région fait face aux mêmes défis, surtout en termes d'informations et de formation, le Centre propose à la réunion quelques actions communes.
72. Les participants ont félicité le Centre pour la qualité du rapport. Ils ont réitéré l'intérêt qu'ils portent à la question de la pauvreté, y compris à celle qui affecte les femmes. Des informations sur les initiatives et programmes en cours ont été présentés par les Etats Membres pour illustrer encore plus leurs efforts dans ce domaine.
73. Les représentants des Etats Membres ont appuyé la recommandation formulée par le Centre d'organiser une rencontre sous-régionale de manière à capitaliser les expériences acquises dans la sous-région, notamment dans les domaines de la désagrégation des indicateurs selon le genre, de la quantification du travail informel des femmes et de l'analyse des budgets selon le genre. A cette rencontre sous-régionale devraient aussi être invités des représentants de la société civile pour exprimer leurs points de vue sur ce dossier. L'UMA ainsi que le PNUD souhaitent contribuer à la concrétisation de cette rencontre.
74. Les participants ont jugé important d'inclure dans ce rapport des données sur la participation politique des femmes (Parlement et Gouvernement), principal indicateur du degré d'intégration des femmes à la prise de décision et donc de leur impact sur ces décisions.
75. La question du micro-crédit a été abordée par les participants. Ils ont notamment souligné que bien que le micro-crédit ait bénéficié aux femmes pauvres, l'expérience a aussi démontré que des mesures complémentaires étaient nécessaires de manière à renforcer l'entrepreneuriat féminin, notamment à travers la promotion de nouvelles activités productives plus porteuses.
76. La relation entre la pauvreté et les politiques macro-économiques a été mise en relief durant le débat. L'importance des études qualitatives pour mieux comprendre les déterminants et les mécanismes de génération et de reproduction de la pauvreté des femmes a été mise en exergue par les délégués.

VIII. NOTE D'INFORMATION SUR L'ETAT D'AVANCEMENT DES PRINCIPALES ACTIVITES ET DES GRANDS PROGRAMMES DE LA CEA.

77. L'Unité de coordination des CDSRs de la CEA a informé la réunion sur les principales initiatives et programmes au cours de l'année 2001 et les grandes orientations de ceux envisagés pour 2002. Ils portent essentiellement sur la poursuite et l'intensification des efforts visant à l'établissement des partenariats pour le développement de l'Afrique.
78. Il a noté que la consolidation des arrangements de partenariats s'est opérée à travers :
- a) La réunion annuelle du Groupe de réflexion sur le Cadre stratégique de réduction de la pauvreté (GR-CSR) qui s'est tenue les 5 et 6 novembre 2001 au siège de la CEA à Addis-Abeba (Ethiopie) et à laquelle ont participé des experts africains du CSRR, de décideurs de haut niveau et de représentants de la société civile.
 - b) Le Forum pour le développement de l'Afrique (ADF III) qui s'est tenue à Addis Abeba du 03 au 08 mars 2002 et qui était axé sur cinq thèmes dont : i) Politiques économiques propres à accélérer l'intégration régionale ; ii) Intégration physique par le développement des infrastructures ; iii) Solutions régionales à des problèmes régionaux ; iv) Arrangements et capacités institutionnels ; v) Paix et sécurité. La Déclaration consensuelle a été présentée à la réunion du Conseil des ministres de l'OUA, tenue à Addis-Abeba du 13 au 15 mars 2002, et sera soumise au Sommet des Chefs d'Etat qui doit avoir lieu en Afrique du Sud en juillet et qui doit déboucher sur la mise en place de l'Union africaine (UA).
 - c) Le Projet Continental de la CEA de suivi de la gouvernance en Afrique et qui a pour objectif ce qui suit : mettre au point un mécanisme de suivi des succès obtenus dans les efforts consentis en vue de mettre en place des Etats viables qui favorisent une croissance plus soutenue, le développement durable et la lutte contre la pauvreté ; promouvoir le consensus sur la définition du terme « Etat viable » ; mieux comprendre les processus, mécanismes et moyens d'action de la gouvernance et promouvoir un véritable dialogue sur la gouvernance ; faire en sorte que les questions relatives à la gouvernance soient au nombre des priorités des décideurs ; aider au diagnostic des capacités institutionnelles en identifiant les lacunes dans ce domaine et en proposant des actions et des programmes pour les combler.
 - d) Les Consultations régionales annuelles des organismes des Nations Unies travaillant en Afrique
 - La première Consultation régionale annuelle des organismes des Nations Unies travaillant en Afrique a eu lieu le 5 mars 1999 à Nairobi (Kenya). Les participants, qui représentaient 23 organismes des Nations Unies, ont examiné les mécanismes actuels de coordination et ont discuté des programmes prioritaires régionaux et multinationaux engagés par le système des Nations Unies en Afrique.

- La deuxième réunion annuelle de la Consultation régionale des organismes des Nations Unies travaillant en Afrique s'est tenue les 26 et 27 juin 2000 au siège de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) à Addis-Abeba (Ethiopie).
- La troisième réunion de la Consultation régionale annuelle des organismes des Nations Unies travaillant en Afrique a eu lieu les 29 et 30 octobre 2001 à Addis-Abeba (Ethiopie). Cette réunion s'est tenue dans un contexte marqué par plusieurs faits nouveaux survenus récemment, notamment l'adoption, en juillet 2001, de la Nouvelle initiative africaine (rebaptisée « Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) »).

Il a souligné qu'à l'occasion de la dernière session du Comité administratif de Coordination, le Secrétaire Général des Nations Unies a décidé de confier à la CEA, la coordination de l'appui du système des Nations Unies au NEPAD.

- e) Le Forum sur l'investissement en Afrique du Nord qui a été organisé avec succès, du 7 au 08 février 2002 à Casablanca dans le contexte des grandes campagnes menées par des dirigeants et des organisations du secteur privé en faveur du renforcement de la coopération et de l'intégration, régionales en Afrique du Nord, notamment dans le cadre de l'Union du Maghreb Arabe.
79. L'Unité de coordination des CDSR, de la CEA a donné un aperçu du contenu de certains programmes et initiatives de la CEA, à savoir le Rapport annuel sur l'intégration en Afrique (ARIA) ; le Rapport économique sur l'Afrique (ERA) ; le Rapport sur les femmes africaines (AWR) et le Rapport sur la gouvernance en Afrique (AGR).
 80. Parlant du NEPAD, il a noté que la contribution de la CEA au processus a pris corps dans le cadre de sa contribution à la mise en œuvre de la Déclaration du millénaire que l'Assemblée générale a adoptée lors du Sommet du millénaire en septembre 2000.
 81. Il a également invité les participants à prendre note des événements majeurs au cours de l'année 2002 et aux initiatives méditerranéennes (CEA, CEE, ESCWA).

IX. GOUVERNANCE ET MISE EN ŒUVRE DU NOUVEAU PARTENARIAT POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE (NOPADA)

82. La CEA a souligné que la phase initiale du projet sur la gouvernance a porté sur la définition des éléments de la gouvernance dans le contexte africain et la mise au point des indicateurs ainsi que le développement des instruments de recherche.
83. La Gouvernance a été définie comme suit : « l'exercice du pouvoir politique pour gérer les affaires de la Nation. Elle comprend les modalités institutionnelles et structurelles de l'Etat, le processus de prise de décision, la capacité de mise en œuvre, la relation entre les responsables gouvernementaux et le peuple. »
84. La bonne gouvernance vise à :
 - Créer un Etat capable et efficace ;

- Assurer un environnement propice au développement basé sur un Etat qui fonctionne ;
 - Créer un environnement où les secteurs publics et privés et les organisations de la société civile peuvent jouer leurs rôles respectifs de manière à se renforcer mutuellement en vue d'aboutir aux résultats attendus du développement ;
85. La gouvernance comprend trois éléments principaux, à savoir :
- La représentativité politique ;
 - L'efficacité institutionnelle ;
 - La gestion économique et la gouvernance des entreprises ;
86. Les objectifs du projet sont les suivants :
- Fournir un mécanisme de suivi du succès des efforts qui visent à créer et soutenir un Etat capable qui soutient la croissance à base élargie, le développement durable et la réduction de la pauvreté ;
 - Promouvoir une mesure à base élargie de consensus sur ce qui constitue un Etat capable de gérer ses affaires ;
 - Avoir une meilleure compréhension du processus, des mécanismes et des politiques de la gouvernance et promouvoir un dialogue analytiquement fondé sur la gouvernance. Maintenir les questions de la gouvernance à l'ordre du jour des décideurs.
 - Prêter assistance en matière d'évaluation des capacités institutionnelles en identifiant les insuffisances et proposer les programmes, les actions et les interventions appropriés pour les combler.
87. La réunion a remercié la CEA pour la présentation du rapport. Les participants ont noté que des progrès ont été accomplis dans le domaine de la gouvernance y compris au niveau conceptuel. Il y a quelques années, la bonne gouvernance était perçue dans beaucoup de pays comme un sujet tabou, alors que de nos jours les Etats membres sont ouverts à sa discussion. De plus, il y a eu une tendance à établir un lien direct entre la conception des questions de gouvernance et la démocratie libérale et/ou des questions relatives à la corruption.
88. Plusieurs délégations ont souligné l'expérience de leurs pays respectifs en matière de réalisation de la bonne gouvernance à différents niveaux dont notamment :
- La démocratie du processus de développement avec la participation des différents segments de la société à l'élaboration et à la mise en œuvre des plans et des programmes. Ce processus englobe également les organisations non-gouvernementales ;
 - L'adoption d'une déclaration nationale sur la gouvernance couvrant différents domaines tels que le secteur privé, les droits de l'homme, les ressources publiques, etc...

- Le passage d'une économie planifiée centralement à une économie de marché où l'Etat joue un rôle plus régulateur ;
 - L'établissement des négociations dans des cadres spécifiques tels que les arrangements ACP/EU pour l'Accord de Cotonou.
 - L'intégration de la question de l'environnement et des variations climatiques dans les politiques nationales.
 - L'allocation de ressources suffisantes pour le réaménagement des secteurs social et économique et de l'administration régionale.
 - La consolidation du cadre légal.
89. Les participants ont attiré l'attention sur la nécessité d'éviter la duplication des efforts déployés par les différentes institutions du système des Nations Unies, comme le siège des Nations Unies à New York et la Commission économique pour l'Afrique, dans le domaine de la bonne gouvernance.
90. Les participants se sont interrogés sur l'existence d'un lien entre l'Accord de Cotonou et le NEPAD en ce qui concerne les questions de gouvernance. Les participants ont convenu qu'il est nécessaire de :
- Faciliter une meilleure appropriation du nouveau concept de la bonne gouvernance par les Etats membres eux-mêmes ;
 - Inclure les différents éléments de la bonne gouvernance dans les plans et les programmes en tant qu'éléments de base pour le développement ;
 - Promouvoir une plus grande participation des organisations non-gouvernementales opérant dans les projets de développement aux prochaines réunions du Comité intergouvernemental d'experts du CDSR-AN ;
 - Examiner les meilleurs moyens de mise en œuvre de la bonne gouvernance dans la sous-région en étroite collaboration entre le CDSR-AN, l'Union du Maghreb Arabe et le Programme des Nations Unies pour le développement.
91. S'agissant des modalités de mise en œuvre du nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), le représentant de la CEA a mis en exergue les points suivants: Le nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) consiste en trois éléments essentiels et inter-dépendants. Le premier est la vision du futur, partagée par les dirigeants africains. Le deuxième est un programme de développement intégral indiquant la stratégie à adopter en vue de concrétiser leur vision. Et la troisième partie consiste en un programme d'action découlant de cette stratégie.
92. Les Objectifs du NEPAD sont :
- Eradiquer la pauvreté absolue et à grande échelle ;
 - Promouvoir une croissance accélérée et un développement durable ;
 - Arrêter la marginalisation de l'Afrique dans le processus de la mondialisation, et ;

- Rétablir la paix, la sécurité et la stabilité.
93. S'agissant des questions stratégiques et des principaux défis du développement auxquels se heurtent les dirigeants d'Afrique, le NEPAD identifie ce qui suit :
- Rétablissement de la paix, de la sécurité et de la stabilité ;
 - Mise en place de la bonne gouvernance ;
 - Mise en œuvre d'une croissance accélérée et d'un développement durable ;
 - Réduction de la pauvreté et de l'inégalité des revenus.
 - Consolidation des acquis démocratiques et renforcement des structures et des institutions démocratiques.
 - Réhabilitation et construction d'infrastructures ;
 - Redéfinition de la relation avec les partenaires ;
 - Reconfiguration de l'architecture financière globale ; et
 - Réduction de l'écart dans le domaine de la technologie de l'information entre le Nord et le Sud.
94. Les principaux éléments de la stratégie du développement se composent de ce qui suit :
- Garantir la propriété, la gestion, et le contrôle du nouveau processus de partenariat par les Africains et par conséquent le présenter en tant qu'incitation entièrement autonome au changement et à la réforme en Afrique ;
 - Assurer que le nouveau partenariat reflète, dans tous ses aspects, le partenariat transformé entre l'Afrique et le reste du monde, sur la base d'intérêts mutuels et d'engagements réciproques, d'engagements mutuels, de responsabilités partagées et d'obligations bien définies ;
 - Reconnaître l'immense diversité de l'Afrique et la nécessité de différentes modalités en ce qui concerne l'opérationnalisation du NEPAD.
 - Assurer l'influx potentiel des capitaux à long terme pour combler l'énorme déficit en matière de ressource ;
 - Améliorer les relations en ce qui concerne l'aide publique au développement, y compris l'annulation ou la réduction substantielle des dettes de l'Afrique tout en assurant son accès au marché des économies industrielles.
95. Les domaines et secteurs principaux du NEPAD comprennent ce qui suit :
- Gouvernance politique et examen par des pairs ;
 - Gestion économique et gouvernance des entreprises et examen par des confrères africains ;
 - Agriculture ;
 - Accès au Marché ;
 - Infrastructure ;
 - Flux de capitaux ;
 - Développement humain ;
 - Questions sexo-spécifiques ;

96. Le Comité a mis l'accent sur la nécessité absolue d'assurer le succès du NEPAD. Après l'enseignement tiré du manque de succès des précédents programmes sur l'Afrique tels que l'UNDAF, l'Afrique ne peut se permettre l'échec avec le NEPAD. Il a également souligné que l'Afrique est une région diversifiée et que le NEPAD pourrait servir en tant que cadre à mettre à contribution pour la mise en œuvre de programmes et projets au niveau sous-régional et régional. A cet égard, le rôle des Communautés économiques régionales était de première importance. La réunion a convenu que le NEPAD est unique en ce sens qu'il provient des dirigeants africains eux-mêmes. En vue d'assurer le succès du NEPAD, il est nécessaire de procéder à ce qui suit :

- Mener des campagnes promotionnelles à tous les niveaux ;
- Associer toutes les institutions concernées de l'Afrique du Nord notamment l'UMA pour la sous-région ainsi que les Banques régionales et nationales de développement ;
- Stimuler et mobiliser le secteur privé pour la mise en œuvre du NEPAD ;
- Assurer la pleine participation de tous les segments de la population en particulier les femmes et les jeunes et la société civile;
- Echanger des expériences dans l'élaboration de stratégies de mise en œuvre;
- Mobiliser le soutien des africains à travers le monde.

X. DATE ET LIEU DE LA XVIII REUNION DU CIE (point 8 de l'ordre du jour)

97. Le Comité a décidé que la date de la XVIIIème réunion du CIE sera fixée en fonction de celle de la Conférence des Ministres africains du Plan et des Finances de la CEA et en tenant compte des réunions du CIE des autres Centres sous-régionaux de développement.
98. La réunion se tiendra à Tanger (Maroc) sauf si un pays membre de la sous-région ou une organisation intergouvernementale se propose de l'abriter.

XI. QUESTIONS DIVERSES (point 9 de l'ordre du jour)

99. Aucune question particulière n'a été soulevée à ce niveau du point de l'ordre du jour.

XII. ADOPTION DU RAPPORT ET CLOTURE DE LA XVII REUNION DU CIE (points 10 et 11 de l'ordre du jour)

100. A l'issue de leurs travaux, les participants à la 17^{ème} réunion du CIE ont exprimé leur appréciation de la qualité du travail accompli par le personnel du CDSR- AN ce qui a contribué dans une large mesure, au succès de la réunion. Ils ont également remercié tous ceux qui ont participé à cette réunion.

101. Suite à la présentation du projet de rapport par le rapporteur et l'examen des points substantifs, le CIE a apporté des amendements et a adopté le rapport par acclamation.

XIII. CLOTURE DE LA REUNION

102. Le Président du Bureau du CIE a souligné que la réunion a été très productive et a réitéré l'appréciation des participants du fait que le Directeur et le personnel du CDSR-AN ont fait du Centre un outil valable d'accompagnement des activités de développement de l'Afrique du Nord en vue de réaliser la coopération et l'intégration de la sous-région.
103. La dix-septième réunion du CIE a rédigé et lu une motion de remerciements à sa Majesté le Roi Mohamed VI, roi du Maroc et aux autorités gouvernementales marocaines.
104. Le Président a déclaré close la dix-septième réunion du CIE.

ANNEXE I

RECOMMANDATIONS DE LA 17ème REUNION DU CIE AFRIQUE DU NORD

Recommandations d'ordre général

Le Comité recommande :

- i) Une participation plus large des ONG et autres associations aux réunions du CIE de l'Afrique du Nord ;
- ii) L'examen par le CDSR-AN et la CEA de la possibilité de promouvoir la mise en place d'une organisation sous-régionale des questions de l'environnement comme étant une condition sine qua non du développement.
- iii) La mobilisation des ressources pour des études comparatives sur les expériences sous-régionales et régionales pour une optimisation de l'intégration Nord-africaine.

Recommandations sur l'Etude des conditions économiques et sociales

Le Comité recommande :

- i) D'inclure dans l'Etude des conditions économiques et sociales un chapitre consacré à la situation et à l'évolution de l'intégration dans la sous-région. Pour ce faire, une étroite collaboration doit prévaloir, à travers des rencontres périodiques entre l'UMA et le CDSR-AN ;
- ii) D'activer la mise en place d'une banque de données statistiques sur les pays de la sous-région et de renforcer l'utilisation des sites Internet en complément des questionnaires pour la mise à jour de cette base de données ;
- iii) De lancer des études pour l'évaluation des coûts des retards des réformes au niveau national et de l'intégration au niveau sous-régional ;
- iv) De relancer les études prospectives à long terme ;
- v) De mettre en place des instruments pour améliorer le travail du Centre et pour éclairer davantage les décideurs.

Recommandations sur la femme et la pauvreté

Le Comité recommande :

- i) L'organisation d'une rencontre sous-régionale entre les responsables nord-africains chargés de l'élaboration des cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté et ceux chargés de la promotion des femmes ;
- ii) Le renforcement des programmes de micro-crédit à travers des actions comme la formation en gestion et le développement d'activités productives non-traditionnelles en vue de promouvoir l'entrepreneuriat féminin auprès des femmes pauvres

Recommandations sur les réformes des secteurs financiers

Le Comité recommande que :

- i) L'étude adopte une approche comparative et non uniquement descriptive dans le traitement des informations sur les Etats membres ;
- ii) La sous-région adopte l'union monétaire comme objectif ultime du processus d'intégration de l'Afrique du Nord étant entendu que des étapes préalables restent à franchir tels l'union douanière et le marché unique ;
- iii) La micro-finance soit considérée et traitée en tant qu'instrument de financement à part entière pour les économies de la sous-région.

Recommandations sur la bonne gouvernance

Le Comité invite :

- i) Le CDSR-AN à contribuer en collaboration avec l'UMA, le PNUD, et d'autres organisations internationales à la mise en œuvre efficace et au suivi de la bonne gouvernance dans la sous-région d'Afrique du Nord y compris l'échange d'expériences ;
- ii) Tous les Etats membres de la sous-région à intégrer la bonne gouvernance en tant qu'élément de base dans tous leurs plans et programmes.

Recommandations sur le NEPAD

Le Comité recommande au CDSR -AN:

- i) de renforcer sa coopération avec le Secrétariat Général de l'UMA en vue d'assurer une mise en œuvre réussie du NEPAD et recommande :
 - au niveau des pays, la mise en place et en œuvre d'un mécanisme sectoriel de suivi ;

- au niveau de la sous-région, la mise en place et en œuvre d'un mécanisme de suivi et d'évaluation, tel qu'un Comité de suivi conjoint UMA/PNUD/CDSR.
- ii) D'organiser une réunion du Comité intergouvernemental des Ministres du plan de la sous-région en vue de tracer les directives pour l'élaboration d'un projet de note d'orientation par le CIE.

Les commissions thématiques et sectorielles des experts de la sous-région de l'Afrique du Nord (Gouvernementaux, privés, sociétés civiles, partenaires, ONG, bailleurs de fonds, organisations internationales....) sont appelés à se réunir une fois la note d'orientation adoptée.

ANNEXE II

LISTE DES PARTICIPANTS / LIST OF PARTICIPANTS

ALGERIE/ALGERIA

1. M. Boufenouche Abdelmalek
Conseiller
Ambassade d'Algérie
Adresse : 46, Zankat Tarik Ibnou Ziad
Rabat (Maroc)
Tél : (212 37)76 54 74
Fax : (212 37)76 22 37

EGYPT/EGYPTE

2. H.E. M. Achraf Zaazaa
Ambassador of the Arab Republic of Egypt
Address : 31, Zankat Al Jazair
Rabat (Maroc)
Tél : 037 73 18 33 / 34 - Fax: 037 70 68 21

LIBYA/LIBYE

3. Mr. Ali M. El Sharif
General Director of Research and Studies
Department NIDA
National Authority of Information and Documentation
Address: P.o.Box: 5313
Tripoli (Libyan Arab Jamahiriya)
Tel.: (218-21) 360 56 40 - Fax: (218-21) 360 56 40
E-mail: ali-sha2001@yahoo.com
4. Mr. Abdulbari Zunni
General Director of Plans and Programs
General Planning Board
Tripoli (Libyan Arab Jamahiriya)
Tel.: 054 600 22 (Sirt) - Fax: 054 600 22 (Sirt)
5. Ms. Hana R. Lumlum
Research in Economic Division
General People Committee of African Unity
Tripoli (Libyan Arab Jamahiriya)
Tel.: (218-21) 361 19 23 - Fax: (218-21) 361 25 77
6. Dr. Mohamed Younis
Libyan Adviser Press
Bureau de fraternité arabe libyen
Adresse : Ave. Imam Malik - km 5.5 – Route des Zaërs
Rabat (Maroc)
Tél. : 037 63 18 71 / 72 / 73 - Fax : 037 63 18 77

MAROC/MOROCCO

7. S.E. M. Abdelhamid Aouad
Ministre de la prévision économique et du plan
Rabat (Royaume du Maroc)
8. Mme. Hqiaq Fatima
Chef de la division de la communication et de la coopération
Adresse : Ministère de la prévision économique et du plan - B.P. 178
Rabat (Maroc)
Tél : (212 37) 76 00 98 - Fax : (212 37) 76 00 67
E-mail : hqiaq@sgmpep.gov.ma
9. M. Khalid El Massnaoui
Chef de la division des projections et perspectives
Direction de la programmation
Adresse : Ministère de la prévision économique et du plan
B.P. 178 - Rabat (Maroc)
Tél : (212 37) 76 02 91 / (212 63) 04 37 49 - Fax (212 37) 76 45 76
E-mail : elmassnaoui@dp.mpep.gov.ma
10. M. Mourad Guerrouani
Chef de la division des études générales
Direction de la programmation
Adresse : Ministère de la prévision économique et du plan
B.P. 178 - Rabat (Maroc)
Tél : (212 37) 76 38 97 - Fax (212 37) 76 45 76
E-mail : guerrouani@dp.mpep.gov.ma
11. M. Abdelghni Lakhdar
Chef de service des relations avec les institutions internationales
Direction de Trésor et des finances Extérieures
Ministère de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme
Adresse : Quartier administratif
Rabat (Maroc)
Tél : (212 37) 76 17 08 - Fax (212 37) 76 10 61
E-mail : a.lakhdar@dtfe.mfie.gov.ma
12. M. Mustapha Jebari
Chef du service de la coopération régionale du système des Nations Unies
Direction de la coopération multilatérale
Adresse : Ministère des affaires étrangères et de la coopération
Rabat (Maroc)
Tél : (212-37) 76 68 29 / 66 00 58 - Fax : (212-37) 76 55 08
13. M. Abderrahman Ajbour
Cadre à la division de la coopération
Ministère de l'emploi, de la formation professionnelle,
du développement social et de la solidarité
Adresse : Quartier des ministères - Rabat
Tél : 061 81 84 95 – 037 76 05 21 (poste 327) - Fax : 037 76 74 79
E-mail : ajbour_abder@hotmail.com

14. M. Imrani Hamid
Chef de service des analyses de politiques
Direction de la programmation et des affaires économiques
Ministère de l'agriculture
Rabat (Maroc)
Tél : 067 03 66 80
E-mail : imrani@dpae.madrpm.gov.ma
15. Mme Benabdennebi Ouafae
Chef de Division de la Coopération Internationale ANAPEC
Ministère de l'emploi
Adresse : ANAPEC – Rue Caporal Chbaâtou
Ain borja – Casablanca
Tél : (212 22) 60 07 01

MAURITANIE/MAURITANIA

16. M. Ahmed Youra Ould Haye
Chargé de mission
Ministère des affaires économiques et du développement
Nouakchott (Mauritanie)
Tél: (222-5) 29 56 32 – GSM (222-6) 41 27 42
Fax : (222-5) 25 51 10

SUDAN/SOUDAN

17. Mr. Badr El Din Saleem Badr El Din
Deputy Under Secretary
Address: Ministry of Finance and National Economy
P.O. Box 298
Khartoum (Sudan)
Tel : (249-11) 77 01 57 / 77 41 21 - Fax : (249-11) 77 56 30
18. M. Salah Mohamed Ahmed
Ambassade du Soudan
Address : 5, Zankat Ghomara, Souissi
Rabat
Tél. : 037 75 28 63 / 64 068 09 98 42
Fax : 037 75 28 65

TUNISIE/TUNISIA

19. M. Abdelkrim Hajji
Directeur, Ministère du développement économique
Adresse : Place de la monnaie
Tunis (Tunisie)
Tél : (216 71) 34 52 37 / 24 01 33 / 33 42 09
Fax : (216 71) 35 16 66
E-mail : hajjikirim@yahoo.fr

OBSERVATEURS / OBSERVERS**ASSOCIATION OF AFRICAN TRADE PROMOTION ORGANIZATION (AATPO)**

20. Mme Badaoui Liliane
Chargée de l'administration et des finances (p.i.)
Adresse: Pavillon international, Bd. Mohamed V - Tanger
Tél: (212 39) 37 44 97 – (212 66) 56 28 20
E-mail : aoapc@mtds.com
21. M. Cheikh Mokhtar, Expert
Adresse: Pavillon international, Bd. Mohamed V - Tanger
Tél: (212 39) 37 44 97 – (212 66) 56 28 20
E-mail : aoapc@mtds.com

AFRICAN CENTRE FOR APPLIED RESEARCH & TRAINING IN SOCIAL DEVELOPMENT (ACARTSOD)

22. Dr. Ahmed S. Fituri
Deputy Executive Director
Address: P.O Box 80606
Tripoli (Libyan Arab Jamahiriya)
Tel : (218 21) 483 51 03 / 483 51 20 - Fax : (218 21) 483 50 66
E-mail : fituri_acartsod@hotmail.com

ARAB ORGANIZATION FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT (AOAD)

23. Mr. Ahmed Abouyoub
Chief, AOAD-Rabat Office
Address: 17, rue Tiddas – B.P. 636
Rabat- Chellah (Maroc)
Tel : (212 37) 76 74 76 - Fax : (212 37) 76 04 06
E-mail : aodart@mtds.com

**BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT (BID)
(BUREAU REGIONAL DE RABAT)**

24. Ing. Hani Salem Sonbol
Bureau régional de Rabat
Directeur régional de la BID
Adresse : Ave. Imam Malik, Km. 6.4, Souissi
Rabat (Maroc)
Tél : (212 37) 75 71 91 / 63 63 22
Fax : (212 37) 75 72 60
25. M. Ahmed Ben Ali
Chargé d'opérations, BID
Adresse : Ave. Imam Malik, Km. 6.4, Souissi
Rabat (Maroc)
Tél : (212 37) 75 71 91 / 65 97 51 - Fax : (212 37) 75 72 60
E-mail : isdb.benali@iam.net.ma

**CENTRE AFRICAIN DE FORMATION ET DE RECHERCHE ADMINISTRATIVES
POUR LE DEVELOPPEMENT (CAFRAD)**

26. M. Prof. Tijjani Muhammad Bande
Directeur général
CAFRAD
Adresse : BP 310 - Pavillon international – Bd. Mohammed V
Tanger
Tél : (212 61) 30 72 69
Fax: (212 39) 32 57 85
E-mail : Cafrad@cafrad.org - Cafrad@pchalle.net.ma
27. Mlle. Lizette Michael, Expert
Adresse: Bd. Mohammed V - Pavillon International, B.P.310
Tanger (Maroc)
Tél : : (212 61) 30 72 69
Fax: (212 39) 32 57 85
E-mail : Cafrad@cafrad.org - Cafrad@pchalle.net.ma

CENTRE ISLAMIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT DU COMMERCE (CIDC)

28. M. Mamoudou Bocar Sall
Expert chargé d'études
Adresse : Ave. des FAR, Tour des Habous, B.P. 13545
Casablanca (Maroc)
Tél : (212 22) 31 49 74 / (212 61) 35 25 78
Fax : (212 22) 31 01 10
E-mail : icdt@icdt.org - mams44@hotmail.com

LEAGUE OF ARAB STATES

29. Ms. Shahira Hassan Ahmed Wahbi
Department of Economic Affairs
Address: Maidan Al Tahrir
Cairo (Arab Republic of Egypt)
Tel: 202 575 05 11
Fax: 202 574 03 31

UNION DU MAGHREB ARABE (UMA)

30. M. Jamel Boujdaria
Chef de division chargé des affaires économiques
Adresse : 14, rue Zalagh – Agdal
Rabat (Maroc)
Tél: : (212-37) 67 12 74 / 78 / 80
Fax: (212-37) 76 12 53
E-mail : sg.uma@maghrebarabe.org

SYSTEME DES NATIONS UNIES AU MAROC / UNITED NATIONS SYSTEM IN MOROCCO

BUREAU DU COORDONNATEUR RESIDENT DU SYSTEME DES NATIONS UNIES AU MAROC

31. M. Bouna Sékou Diouf
Représentant résident du PNUD
et Coordonnateur résident du système des Nations Unies au Maroc
Adresse : Casier ONU - Rabat-chellah
Rabat (Maroc)
Tél: : (212 37) 70 35 55
Fax: (212 37) 70 15 66
E-mail : fo.mar@undp.org
32. M. Mohamed Bouassami
Représentant résident assistant PNUD
Adresse : Casier ONU - Rabat-chellah
Rabat (Maroc)
Tél: : (212 37) 70 35 55
Fax: (212 37) 70 15 66
E-mail : mohamed.bouassami@undp.org

FONDS DE DEVELOPPEMENT DES NATIONS UNIES POUR LA FEMME (UNIFEM)

33. Mme. Zineb Touimi Benjelloun
Conseillère sous-régionale Genre
Adresse : Casier ONU - Rabat-Chellah
Rabat (Maroc)
Tél: (212 37) 70 35 55
Fax: 212 37 70 15 66
E-mail : z.touimi-benjelloun@undp.org

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO)

34. M. Amor Ben Romdhane
Représentant de la FAO
Adresse : 4, rue Prince Sidi Mohamed, Souissi
Rabat (Maroc)
Tél : (212 37) 65 43 08 / (212 37) 65 43 38
Fax: (212 37) 65 45 52
E-mail : FAO/MAR@field.fao.org

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL (PAM)

35. M. Mohamed Hanafi
Administrateur de projets
Adresse : Casier ONU - Rabat-chellah
Rabat (Maroc)
Tél : : (212 37) 76 69 82 / 84 – Fax : (212 37) 76 53 66

UNITED NATIONS ECONOMIC COMMISSION FOR EUROPE (UNECE)

36. Mr. Andrei Maevski
Coordinating Unit for Operational Activities
Adresse : Palais des Nations – Office 438
8-14, Ave. de la paix
CH-1211 Geneva 10
Tel : 41 22 917 32 96 - Fax: 41 22 917 01 78
E-mail : andrei.maevski@unece.org

CHAMBRES DE COMMERCE

37. M. Takis Kakayannis
Attaché économique et commercial de la région Wallone et Bruxelles
Adresse : 269, Bd. Zerkouni
Casablanca (Maroc)
Tél : (212 22) 36 52 61 / GSM 212 61 21 05 46
Fax: (212 22) 36 52 62
38. M. Mountassir Abdeslam, Ingénieur
Chambre de Commerce d'industrie et de services de Tanger
Adresse : Angle Ibn Taimia et Hariri – B.P.411
Tanger
Tél : (212 39) 94 63 80
39. M. Carl Dawson
Executive Director
American Chamber of Commerce in Morocco
Address: Hyatt Regency Hotel - Place des Nations Unies
Casablanca 20000
Tel : 212 22 29 30 28 - Fax : 212 22 48 15 97
E-mail : carl@amcham-morocco.com

CONFEDERATION GENERALE DES ENTREPRISES DU MAROC (CGEM)

40. M. Mohsin Sefrioui
Président de l'Union régionale du Nord
Adresse : Z.I. BP 400 - Tanger
Tél : (212 39) 35 00 35 / 36 04 00
Fax : (212 39) 36 04 00

CORPS DIPLOMATIQUE BASE A TANGER

41. M. José Ramon Remacha Tejada
Consul général, Consulat général d'Espagne
Adresse : Ave. Habib Bourguiba
Tanger
Tél : (212 39) 93 56 25 / 93 27 70 / 93 70 00
Fax : 039 93 27 70

42. M. Abdelhamid Guessous
Consul honoraire de Hongrie
Adresse : 11, Av. Mohamed V 2^{ème} étage, n°. 23
Tanger
Tél. : (212 39) 32 51 28 GSM : 064 17 83 75
Fax: (212 39) 32 51 29
43. M. El Hitmi Mohamed
Consul honoraire de l'Equateur
Adresse : Rue Moussa Ben Noussair
Tanger
Tél : 039 93 35 36 – Fax : 039 93 35 26

ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

AGENCE DE TRANSIT

44. Monsieur Robert Abramovici
Transitaire
Adresse : 5, rue El Farabi
Tanger
Tél : (212 39) 94 12 04
Fax : (212 39) 94 45 11

AIMA - CENTRE CULTUREL ALLEMAND

45. Madame Sabine Schroeder
Directrice du Centre Goethe
Adresse : 8, Place de France
Tanger (Maroc)
Tél : (212 39) 93 31 80
Fax : (212 39) 33 22 69 -
E-mail : goethe@iam.net.ma

ASSOCIATION DE LUTTE CONTRE LE SIDA (ALCS)

46. Madame Maria M'Birkou Bernossi
Présidente de l'Association de lutte contre le Sida (ALCS)
Délégation de la Jeunesse et des Sports
Adresse : Rue Sidi Bouabid – BP 2222
Tanger
Tél: (212 39) 93 33 33 - Fax (212 39) 93 33 33
47. M. Hicham Zouali
Membre du Comité
Adresse : Rue Sidi Bouabid – BP 2222
Tanger
Tél : (212 39) 93 33 33
Fax : (212 39) 93 33 33

ASSOCIATION DES MERES TUNISIENNES AU MAROC

48. Madame Saida Malek, Présidente
Association des mères tunisiennes au Maroc
Adresse : 26, rue Moussa Ben Noussair
Tanger
Tél : (212 61) 15 51 02 - Fax : (212 39) 33 16 33

CLUB TANGER ACCUEIL

49. Madame Asmae Chérif d'Ouezzane
Présidente
Club Tanger accueil
Tél : (212 39) 93 93 59 / (212 61) 40 79 69
Fax : (212 39) 32 41 10
50. Madame Vanessa Tyler
Vice Présidente
Club Tanger accueil
Tél : (212 63) 89 55 70
Fax : (212 39) 32 41 10

FORUM DES JEUNES FILLES DU MAROC

51. Mme Rahma Butarbuch, Gérante
Forum des Jeunes filles du Maroc
Adresse : Villa 8 Rue Astorias Ali Bay
Tanger
Tél : (212 39) 95 46 02 / (212 61) 69 11 84

LIGUE MAROCAINE POUR LA PROTECTION DE L'ENFANCE

52. Madame Houria El Mernissi
Vice-présidente
Ligue marocaine pour la protection de l'enfance (LMPE)
Adresse : 24, Résidence Ibn toumert - Place Al Madina
Tanger
Tél: (212 64) 04 07 07
Fax : (212 39) 36 03 35 / (212 39) 95 50 46
53. Madame Latifa Harrak
Coordinatrice
Ligue marocaine pour la protection de l'enfance (LMPE)
Tanger
Tél : (212 68) 11 30 97
Fax : (212 39) 36 03 35 / (212 39) 95 50 46

MAGHREB INN

54. M. Belkacem Boutayeb
Adresse: B.P. 5367 Maârif
Casablanca (Maroc)
Tél : (212 22) 27 50 50 / GSM (212 65) 07 60 77
Fax : (212 22) 27 64 70
E-mail: bmboutayeb@hotmail.com

UNION DES FEMMES MAROCAINES

55. S. A. la Princesse Lalla Fatima Zahra
Présidente
Adresse : 2, Rue Pérou, 1^{er} étage, N°3
Tanger
Tél : (212 39) 93 65 07

WILAYA DE TANGER

56. M. Mohamed halab
Wali de la région de Tanger-Tétouan
Wilaya de Tanger
Adresse : Wilaya de Tanger-Tétouan
Tanger
57. M. Ahmed Amrani
Fonctionnaire
Wilaya de Tanger
Adresse : Wilaya de Tanger-Tétouan
Tanger
58. M. Abdelhalim Rihani
Direction économique
Wilaya de Tanger
Adresse : Wilaya de Tanger-Tétouan
Tanger
59. M. Ben Hilal Hicham
Fonctionnaire à la Wilaya de Tanger-Tétouan
Adresse : Wilaya de Tanger-Tétouan
Tanger

DELEGATIONS REGIONALES

60. M. Korte Mohammed
Délégué régional du Ministère de la prévision économique et du plan
Tanger (Maroc)
Tél : (212 39) 94 06 98
Fax : (212 39) 94 08 93

61. M. Ben Omar Abdellah
Délégué provincial du Ministère de la jeunesse et du sport
Tanger (Maroc)
Tél : (212 39) 94 90 62 – 061 40 73 19
62. M. Oumimoune Slimane
Délégué régional de l'artisanat
Ministère de l'artisanat
Tanger (Maroc)
Adresse : B.P. 2126
Tél : (212 39) 93 31 00
63. M. Mbarki Miloud
Chef de la Division économique
Adresse : Préfecture Fahs Beni Makada
Tanger
Tél : (212 39) 35 18 01
64. Mme. Fatima Aqalqol
Chef de service à la délégation régionale du Ministère des transports et de la marine marchande
Ministère des transports et de la marine marchande
Tanger (Maroc)
Adresse : Angle Moussa Ibn Noussair et Rue Ziriab N° 54 Tanger
Tél : (212 39) 93 94 15
Fax: (212 39) 93 94 32

INSTITUTIONS UNIVERSITAIRES

FACULTE DES SCIENCES JURIDIQUES, ECONOMIQUES ET SOCIALES

65. M. Mohammed Bakkali
Vice-Doyen
Faculté des Sciences juridiques, économiques
et sociales de Tanger
Adresse : BP 1373 – Poste principal - Tanger
Tél: (212 39) 31 40 17 / 31 58 11
66. M. Mohamed Najib Boulif
Professeur Enseignement supérieur
Faculté des Sciences juridiques, économiques et sociales
Adresse : BP 1373 – Poste principal - Tanger
Tél: (212 39) 31 40 17 / (212 39) 31 58 11 / (212 61) 88 03 66

SECRETARIAT CEA/ECA SECRETARIAT

Address : P.O. Box 3001
Addis Ababa (Ethiopia)
Tel. : (251 1) 51 72 00 - Fax : (251 1) 51 44 16

67. Mr. Halidou Ouedraogo
Chief SRDC Coordination Unit
UN-NADAF Secretariat, COES
ECA
Tél : (251-1) 51 04 68 ou 44 34 18 - Fax : (251-1) 51 04 68
E-Mail : hued@yahoo.org ou huedraogo@uneca.org

68. Mr. Abdalla H. Hamdok
Governance Project
Development Management Division
ECA
Address : UNECA, P.O. Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia

SECRETARIAT CDSR/SRDC SECRETARIAT

**Adresse : Pavillon International, Bd. Mohammed V – BP.316
Tanger (Maroc)**
Tél : (212 39) 32 23 45/ 46 /47 - Fax : (212 39) 34 03 57
E-mail : srdc-na@uneca.org

69. M. Abdelouahab Rezig
Directeur
70. M. Patrick Bugembe
Economiste principal
71. M. Abdelilah Ouaqouaq
Economiste principal
72. Mme. Aimée Andrianasolo
Economiste
73. Mme. Semia G. de Tapia
Social Affairs Officer
74. M. Souleymane Traore
Statisticien
75. M. Christophe Bandaogo
Economiste
76. M. Berhanu Abshiro
Assistant Administrative Officer
77. M. Nabil Doumi

Associate Administrative Officer

78. M. Gaafar M. El Bushra
Traducteur
79. M. Mohammed Mosseddek
Assistant de recherche
80. Mlle Zohra Ben Boubaker
Secrétaire
81. Mlle Naima Sahraoui
Secrétaire
82. Mme Aouatif El Arroud
Secrétaire
83. M. Mohamed Amrani
Messenger
84. M. Abdelfettah Lotfi
Chauffeur

ANNEXE III

MESSAGE DE REMERCIEMENTS A SA MAJESTE MOHAMMED VI AU GOUVERNEMENT ET AU PEUPLE MAROCAINS

A l'issue des travaux de la dix-septième réunion du Comité intergouvernemental d'experts du Centre de développement sous-régional pour l'Afrique du Nord de la Commission économique pour l'Afrique tenue du 3 au 5 avril 2002 et dont la session inaugurale a été présidée par son Excellence le Ministre de la prévision économique et du plan, M. Abdelhamid Aouad, nous participants à cette réunion, avons l'honneur d'exprimer à votre Majesté notre parfaite reconnaissance et nos vifs remerciements.

Nous saisissons cette occasion pour exprimer à Votre Majesté notre très haute considération et notre profonde gratitude pour l'extrême sollicitude que le gouvernement de Votre Majesté ne cesse de manifester à l'égard de notre réunion et pour les excellentes dispositions prises pour garantir son succès.

Nous souhaitons à Votre Majesté gloire, santé et bonheur et à votre pays progrès et prospérité et à votre cher peuple paix et bien être sous la conduite éclairée de Votre Majesté.

Fait à Tanger, le 21 Moharram 1423 de
l'Hégire correspondant au 5 avril 2002.